

espérances que l'on mettait alors dans ce nouvel organisme dans le but de maintenir la paix.

Comment les espoirs attendus un moment de la Société des Nations se sont-ils réalisés? Cette Société fut basée tout d'abord sur l'universalité de son organisation. Elle fut conçue par les Etats-Unis, l'une des plus grandes puissances du globe, puissance censée être largement désintéressée. Les autres pays comprirent que si les Etats-Unis en faisaient partie, la sécurité collective entre les membres serait certainement remarquable. Malheureusement, cette nation n'a pas jugé à propos dans la suite de devenir membre d'une institution qui devait son origine à son inspiration. Ce fut le premier grand désappointement, le premier échec notable dans les efforts vers l'universalité. Avec le temps, les nations commencèrent à se retirer de la Société. Le Japon, l'une des grandes puissances, s'en retira, et, peu après l'Allemagne, une autre grande nation, suivi son exemple. Puis ce fut au tour du Brésil. A la dernière réunion de l'assemblée, l'Italie ne fut pas représentée. Ainsi à la dernière assemblée de la Société des Nations manquaient, parmi les grandes puissances qui prirent part à la guerre, le Japon, l'Allemagne et l'Italie.

La Société est bien différente aujourd'hui de ce que l'on en pensait ou disait au cours des années durant lesquelles on faisait tant de cas de la sécurité que la Société des Nations allait assurer à tous les pays. J'aurai tantôt quelque chose à dire au sujet de la situation de la Société et des obligations de ses membres à l'heure actuelle. On se demande ouvertement aujourd'hui, je crois, si au lieu d'une sécurité, les obligations que le covenant de la Société, dans ses conditions actuelles, impose à ses membres ne sont pas plutôt un fardeau, le nombre de ses membres étant ainsi restreint. Cependant, c'est un facteur dont il faut tenir compte actuellement.

Il y eut un autre désappointement. De nouvelles démocraties allaient surgir de la guerre, croyait-on, et la Société devait favoriser cela. Au lieu de démocraties, nous avons vu grandir en Russie, en Italie et en Allemagne, de même que dans d'autres pays d'Europe, des régimes de dictateurs de la plus puissante nature. Depuis quelques années, le peuple ne contrôle plus ses institutions et ses parlements, et ces derniers ont été abolis. Ce qui faisait toute la force de la Société, est que le peuple lui-même allait rendre ses décisions, en Allemagne, en Italie et ailleurs. Mais nous avons vu la suppression des parlements dans certains de ces pays. Ce fut un désappointement de plus.

Puis, le désarmement suivit, l'un des objectifs principaux de la Société. De nombreuses nations y ont visé, et l'on ne saurait le nier, mais en vain, jusqu'ici du moins, et aujourd'hui, loin de désarmer, c'est à qui armera le plus. La Société devait créer un état de choses selon lequel la paix serait maintenue par la conciliation, l'arbitrage et les traités. Il devait en résulter un grand nombre d'accords entre les différents Etats membres. La paix devait être assurée par des ententes, par l'application du droit international et par des décisions judiciaires. Tout le monde qui avait eu foi jusque là dans l'inviolabilité des contrats, entrevit un nouvel espoir de paix durable dans l'extension des obligations qui découleraient de cette nouvelle méthode; un ordre universel fondé sur des rapports contractuels. Où en sont aujourd'hui les traités et les accords internationaux? Nous avons constaté quel cas l'on faisait du traité de Versailles et nous avons assisté à la violation des accords de Locarno. Nous n'avons qu'à étudier au jour le jour les déclarations des différentes nations pour nous rendre compte qu'elles ne croient pas à leurs propres engagements et qu'elles ne se considèrent liées, si cela les rapproche de leur but, ni par un accord ni par une obligation. Certaines nations mettent ouvertement leur confiance dans la puissance plutôt que dans le droit, dans la force plutôt que dans la raison. Voilà un état de choses bien différent de celui qui existait il n'y a pas si longtemps. Ces conditions ont déplacé, du point de vue des nations, toute la question de la sécurité.

La Société, qui existait pourtant au moment de l'agression d'un de ses membres en Mandchourie, a été incapable de prévenir cette agression. La Société des Nations fonctionnait au moment de la guerre du Chaco, en Amérique du Sud, et cependant elle n'est pas intervenue dans ce conflit, bien que ces pays en fussent membres. On y a compté plus de morts que dans la guerre éthiopienne. On s'aperçut que la Société était essentiellement européenne. La Société, lors de l'invasion de l'Ethiopie par l'Italie existait, et un effort a été tenté par l'application de sanctions pour donner suite au projet qu'elle croyait le plus efficace et le plus propre à maintenir la paix en mettant fin à l'agression. Mais n'a-t-on pas découvert que, pour avoir toute leur efficacité, les sanctions économiques entraîneraient des sanctions militaires qui à leur tour provoqueraient une guerre? Voilà une situation bien différente de celle que les peuples prévoient lorsqu'ils préconisaient la participation à la Société des Nations.